



HAL
open science

Crise et transformation de la noblesse espagnole à la fin du XVIIIe siècle

Jean-Pierre Dedieu

► **To cite this version:**

Jean-Pierre Dedieu. Crise et transformation de la noblesse espagnole à la fin du XVIIIe siècle. 2005.
halshs-00004672

HAL Id: halshs-00004672

<https://shs.hal.science/halshs-00004672>

Preprint submitted on 21 Sep 2005

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Crise et transformation de la noblesse espagnole à la fin du XVIIIe siècle

Il est erroné d'envisager l'Espagne "moderne" comme un ensemble social unique. Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne la noblesse: tant la définition du groupe que la dynamique de son évolution sont différentes dans la Couronne d'Aragon et en Castille, pour nous en tenir aux particularités régionales les plus évidentes. Le XVIIIe siècle voit cependant une homogénéisation accélérée des pratiques nobiliaires sur le territoire de l'Espagne actuelle. Elle est l'effet d'une transformation du concept même de noblesse sous l'action d'un facteur qui est, à notre sens, au coeur de la "crise" que traverse le groupe à la fin de l'Ancien Régime: l'établissement d'un monopole royal sur son recrutement. Ce sont les voies de cette évolution que nous présenterons ici, telle qu'elle s'est produite dans le seul royaume de Castille, unique région de laquelle nous ayons une expérience de recherche suffisante pour en parler avec sûreté.

Nous présenterons rapidement les traits principaux de la noblesse castillane pertinents pour notre propos. Nous ferons ensuite le bilan des difficultés auxquelles se heurte la majorité des familles de la vieille noblesse. Nous en décrirons les implications quant à la robustesse du modèle social et politique qui régit la région au XVIIIe siècle et qui sous-tend son organisation nobiliaire. Nous examinerons enfin le surgissement d'une nouvelle noblesse. Ce phénomène de *noria*, ce schéma de disparition des vieilles familles, remplacées au sein du groupe par de nouvelles, est de tous les temps. Nous verrons cependant comment, sous l'effet d'un contexte politique et social différent, les nouvelles familles, tout en conservant leur caractère noble, seront amenées à adopter des comportements passablement différents des anciennes, créant un hiatus qui fut sans doute l'une des voies par lesquelles se glissèrent les nouveautés révolutionnaires.

I. La noblesse espagnole aux XVIe et XVIIe siècles

a) *Les marqueurs de noblesse*

Jusqu'au début du XVIIIe siècle la noblesse n'est pas, en Castille, un ordre, ni même une catégorie juridique, au sens strict¹. La notion existe du point de vue sociologique, ici comme dans le reste de l'Europe. Cependant, elle ne s'exprime juridiquement que par le biais du concept d'"hidalgo", figure dotée de privilèges en droit - décharge de certaines charges municipales, restrictions à la saisie des biens et à la mise à la question judiciaire -. Toutefois, même si elle est utilisée par ses porteurs pour générer pour générer un statut social nobiliaire, la *hidalguía* n'est pas la noblesse: sont-ils nobles ces dix hidalgos, sur 37 feux, de Pinilla de Buitrago, ou ces six hidalgos, sur neuf feux, de Navas de Buitrago, villages perdus au pied de la Cordillera Central, en Nouvelle Castille, qui se déclarent "palefreniers de l'ordre de Saint-

¹ Dedieu (Jean Pierre), "L'apparition du concept de noblesse dans la Castille moderne. La mise en place des marqueurs de considération sociale (XVIe-XVIIIe siècles)", Pontet (Josette), dir., *A la recherche de la considération sociale*, Pessac, 1999, p. 11-26. Au chapitre "Noble" l'index de la *Novsima Recopilación*, le grand recueil de dispositions royales de l'Ancien Régime publié au début du XIXe siècle pourtant, on ne trouve que deux dispositions: l'une de 1593/1598, relative aux privilèges des "nobles et hidalgos" (NR, lib. VI, t. II, lois 13 et 14); l'autre de 1760, rendant à la noblesse catalane (on remarquera que nous ne sommes plus en Castille) le droit de porter les armes (*ibid.*, loi 18). Au chapitre "Noblesse", quelques disposition régulant la présentation de mémoriaux anonymes au cours des informations de pureté de sang, trait, nous le verrons ci-dessous, qui confirme l'idée d'une absence de statut juridique de la noblesse. Il en va de même de *la Nueva Recopilación* (milieu du XVIe siècle). Bibliographie sur la noblesse en Espagne: CINDOC, *Bibliografías de Historia de España. La nobleza en España*, Madrid, CSIC / CINDOC, 2001, 2 t., malheureusement très incomplète du fait du caractère restrictif de la définition donnée au mot.

Jean"²?... L'affirmer est un piège dans lequel est régulièrement tombée l'historiographie: la *hidalguía* est dans son essence un statut fiscal, dans une certaine mesure un statut judiciaire. Elle n'exprime un statut social que dans des contextes bien précis, dont l'absence invalide le sens. Ce n'est pas parce que les contemporains jouaient de l'ambiguïté que l'historien est autorisé à le faire³. Ecrire, comme on le lit trop souvent, que la totalité de la population des provinces basques ou des Asturies est noble, c'est jouer sur les mots⁴.

Tous les hidalgos ne sont pas nobles, mais tous les nobles sont hidalgos. L'absence de définition juridique jointe à l'existence d'une forte acceptation sociale du phénomène de noblesse oblige à marquer la qualité des personnes par des marqueurs non juridiques, mais sociologiques. Etre considéré comme noble devient de plus en plus, entre le XVIe et le XVIIIe siècle, à accumuler sur sa personne de tels marqueurs. L'un des plus anciennement mis en oeuvre, et longtemps des plus efficace, a consisté à se faire porter par la municipalité de sa résidence sur la liste des hidalgos, autrement dit des contribuables privilégiés: on y voisinait avec des individus de moindre extraction⁵, mais en avoir forcé la porte sur la base de sa seule importance sociale personnelle était un élément de contexte qui devenait un marqueur de ségrégation sociale; surtout si la municipalité refusait, s'il fallait porter l'affaire devant les chancelleries royales, seules compétentes en cette matière, et si l'on obtenait d'elles la fameuse "ejecutoría", le document judiciaire ordonnant à la ville d'accepter l'inscription⁶.

D'autres marqueurs se mirent en place au fil du temps, qui tous reposaient en dernière instance sur l'acceptation du nouvel entrant par le groupe sociologiquement constitué de la noblesse en place, sur la reconnaissance par les pairs. Citons l'exercice de charges municipales "pour la noblesse", dans les bourgs qui mirent en place la "bipartition des offices"⁷; l'exercice des charges municipales tout court dans les rares villes qui obtinrent un "statut de noblesse", exigeant enquête généalogique avant la prise de fonction⁸; mais aussi dans les villes où la

² Alvar Ezquerro (Alfredo), García Guerra (Elena María), Vicioso Rodríguez (María Angeles), éd., *Relaciones topográficas mandadas hacer por Felipe II. Madrid*, Madrid, CSIC, 1993-1995, art. correspondants à ces villages.

³ L'administration royale au XVIIIe siècle fait elle-même la distinction, lorsqu'elle exempte du service des milices, dans le nord de la Castille, les seuls hidalgos qui mènent une vie conforme à leur état et nom ceux qui exercent des "offices mécaniques": Anés (Gonzalo), *El siglo de las luces*, Madrid, Alianza, 1994, p. 15.

⁴ Les contemporains ne s'y trompaient pas: la "hidalguía" universelle des naturels du Guipúzcoa leur donnait seulement accès aux charges municipales de leur province... à condition d'être chef de famille et de disposer d'une certaine surface sociale. Pour jouir au dehors d'un statut nobiliaire il fallait obtenir l'aval de la Chancellerie de Valladolid, formalité dont le cout et la difficulté se chargeaient de faire le tri. Voir: Truchuelo García (Susana), *Guipúzcoa y el poder real en la alta edad moderna*, Saint-Sébastien, Diputación foral de Guipúzcoa, 2004, p. 576-592.

⁵ Les père de famille (très) nombreuses, par exemple, ou les palefreniers de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem.

⁶ La meilleure étude sur la question reste: Fayard (Janine) et Gerbet (Marie Claude), "Fermeture de la noblesse et pureté de sang en Castille à travers les procès de hidalguía au XVIe siècle", *Histoire, Economie et Société*, 1982, 1er trimestre, p. 51-75. Les auteurs montrent, à partir des procès, comment les exigences légales, sur laquelle continue à se fonder la sentence, sont en fait totalement dépassées par l'exigence des marqueurs sociaux que nous détaillons par la suite qui seuls, aux yeux de témoins et des juges, définissent véritablement la noblesse.

⁷ Une moitié des charges municipales était réservée aux "hidalgos", l'autre aux "contribuants" (*pecheros*), terme qui prit rapidement le sens de "roturiers". Les charges réservées aux "contribuants" furent rapidement désertées dans de nombreuses localités: personne ne tenait à ancrer par un acte public de souvenir de son appartenance à un statut social inférieur.

⁸ Les premiers statuts apparaissent peu après le milieu du XVIe siècle. Ils étaient concédés par la monarchie, qui s'en montra fort avare (Irlas Vicente (María Carmen), *El régimen municipal valenciano en el siglo XVIII. Estudio institucional*, Alicante, Generalitat valenciana, 1996, p. 138-139).

perpétuation héréditaire des offices municipaux avait généré un patriciat stable et relativement fermé⁹; l'entrée dans les confréries nobles, localement créées, ou dans les collèges majeurs des universités, ou dans les chapitres ecclésiastiques qui demandaient information de noblesse¹⁰; la familiarité de l'inquisition, au XVIIIe siècle, après que les exigences du tribunal quant à la surface sociale de ses agents se soient suffisamment élevées¹¹; les habits des ordres militaires; un titre, enfin.

Ces deux derniers marqueurs étaient spécialement importants. Presque tous les autres dépendaient d'autorités locales et ne donnaient qu'une noblesse reconnue localement. D'où la nécessité de renouveler l'épreuve chaque fois que l'on changeait de domicile, ou que l'on franchissait un pas de plus dans la hiérarchie nobiliaire, chaque fois que l'on changeait d'entourage. D'où dans la seconde moitié du XVIe siècle, lorsque se stabilise le système, l'élévation de l'enquête de "pureté de sang" - autrement dit de noblesse¹² - au rang de sport national. Au contraire de ces reconnaissances locales, l'habit des ordres militaires, concédé par le roi en tant que grand-maître de quatre des ordres actifs dans le royaume¹³, et plus encore un titre de Castille, concédé par le roi en tant que souverain, avaient eux valeur générale et marquaient en quelque sorte un point de non retour: l'accès au groupe restreint des élites de la Monarchie. Grade ultime, la grandesse, concédée bien sûr par le souverain, sélectionnait une élite parmi les titrés.

A la fin du XVIIe siècle, le roi est omniprésent: il contrôle presque toutes les avenues qui conduisent aux marqueurs de noblesses: ce sont ses tribunaux qui tranchent les conflits sur la *hidalguía*; c'est son patronage qui ouvre la porte des institutions les plus prestigieuses, des ordres militaires et des titres; c'est lui qui concède l'hérédité des échevinages. Il peut faire noble qui ne l'aurait jamais été autrement¹⁴ et son appui est un atout essentiel dans la marche à la distinction nobiliaire. Il n'est cependant pas le moteur principal du recrutement. Il ratifie en fait, dans la plupart de cas, une reconnaissance de noblesse accordée par la société.

⁹ Les étapes de la mise en place de la perpétuation héréditaire dans: Fortea Pérez (Ignacio), "Corona de Castilla / Corona de Aragón: convergencias y divergencias de dos modelos de organización municipal en los siglos XVI y XVII", *Mélanges de la Casa de Velazquez*, 2004, p. 17-57. Un bel exemple de la vigilance des échevins en place quant au statut social des entrants: García Moneris (Encarnación), *La monarquía absoluta y el municipio borbónico. La reorganización de la oligarquía urbana en el ayuntamiento de Valencia (1707-1800)*, Madrid, CSIC, 1991, p. 157-233.

¹⁰ Tel celui de Séville: Salazar Mir (Adolfo de), *Los expedientes de limpieza de sangre de la catedral de Sevilla (Genealogías)*, Madrid, Hidalguía, 1995 - 1998, 2 vol..

¹¹ Dedieu (Jean Pierre), "Limpieza, pouvoir et richesse. Conditions d'entrée dans le corps des ministres de l'Inquisition. Tribunal de Tolède. XVIe-XVIIe siècles", *Les sociétés fermées dans le monde ibérique (XVIe-XVIIIe siècle). Définitions et problématiques*, Paris, CNRS, 1987, p. 169-187.

¹² L'information vérifiait à la fois l'absence d'ascendance juive ou maure et l'absence de roture. L'historiographie traditionnelle a certainement survalorisé le second aspect, dont l'inclusion s'explique pour des raisons circonstancielles dans une enquête qui était avant tout de notoriété sociale.

¹³ Saint-Jacques, Calatrava, Alcántara et Montesa. C'était le Conseil des ordres, héritiers des conseils particuliers qui encadraient le grand-maître dans chacun des ordres particuliers, qui se chargeait de l'enquête, une fois obtenue la concession royale.

¹⁴ Ainsi au milieu du XVIIe siècle le banquier "portugais" (entendons: notoirement marrane et presque certainement crypto-juif, en tout cas amplement dénoncé à l'inquisition de Tolède pour cela), Manuel Cortizos Villasante, qui joignait à ces évidents caractères d'honorabilité un père ci-devant colporteur: il finit conseiller du Conseil des finances, secrétaire du roi, familier de l'inquisition, seigneur d'Arrifaña, chevalier de Calatrava (Sanz Ayán (Carmen), "Consolidación y destrucción de patrimonios financieros en la Edad moderna: los Cortizos (1630-1715)", Casado Alonso (Hilario), Robledo Hernández (R.), ed., *Fortuna y negocios. Formación y gestión de los grandes patrimonios (siglos XVI-XX)*, Valladolid, Universidad de Valladolid, 2002, p. 73-98).

La liste des marqueurs ne serait pas complète sans le majorat. Lui aussi nous renvoie à une relation dialectique entre la logique sociale et la logique d'Etat.

b) Aspects matériels: le majorat

Les patrimoines nobles reposent, en Castille, sur le majorat, qui devient dès le XVI^e siècle, un marqueur indispensable de noblesse. Or, cette forme de possession introduit des contraintes considérables dans la gestion patrimoniale.

Elle est d'abord extrêmement rigide quant aux successions. Le système successoral castillan habituel prévoit un partage égalitaire entre les enfants, mais l'atténue par l'institution d'une quotité totalement disponible du cinquième et d'une seconde quotité du tiers restant, disponible à l'intérieur de la descendance légitime. Il l'atténue aussi par la liberté totale de tester concédée aux testateurs majeurs dépourvus de descendance. Le majorat lui est perpétuel et indivisible. Les biens passent tout entiers à un seul successeur, désigné par le fondateur selon un ordre indépendant des qualités propres de l'intéressé: fut-il évidemment incapable d'assurer sa descendance, il héritera. La transmission se fait dans la descendance, par ordre de primogéniture avec préférence aux mâles. Les collatéraux ne sont appelés qu'en cas d'absence de descendance, par ordre de proximité de parenté, avec préférence aux mâles. A de rares exceptions près, les femmes ne sont pas exclues: à égalité de rang, elles passent après les mâles, mais ont la préférence sur les parents plus éloignés. Ceci a pour effet qu'un majorat peut échapper à la famille du fondateur par mariage, même en présence de parents mâles proches. Paradoxe d'une stratégie conçue en principe pour assurer la perpétuation d'une lignée...

Le majorat impose également d'énormes contraintes de gestion économique. En droit strict, la seule opération possible est l'agrégation de ressources nouvelles. Ventes, hypothèques et toute autre forme d'aliénation sont interdites, même pour procéder à des arbitrages, pour dégager le patrimoine de secteurs peu rentables et concentrer les investissements sur les plus productifs. Un majorat se gère sur le long terme en s'interdisant par principe les opérations les plus élémentaires de gestion patrimoniale. Il n'y a rien d'étonnant, dans ces conditions, que, dans l'immense majorité des cas, il produise des rendements décroissants, même en période de prospérité économique¹⁵, sauf à être sans cesse renforcé par des apports de capitaux extérieurs.

Certes il existe des accommodements avec la loi. Le roi peut toujours concéder des dispenses, généralement pour hypothéquer: en cas de défaillance, le débiteur ne perd pas la propriété, mais l'usage de ses biens, exploités par les créanciers jusqu'à ce qu'ils soient remboursés par leur produit¹⁶. Les plus entreprenants n'hésitent pas à se passer de licence royale, ni à utiliser à plein - voire aux limites de la malhonnêteté - la marge d'incertitude créée par les conditions

¹⁵ Dedieu (Jean Pierre), "Familles, majorats, réseaux de pouvoir. Estrémadure, XVe-XVIIIe siècle", in: Castellano (Juan Luis), Dedieu (Jean Pierre), dir., *Réseaux, familles et pouvoirs dans le monde ibérique à la fin de l'Ancien Régime*, Paris, CNRS-Editions, 1998, p. 111-146.

¹⁶ Yun Casalilla (Bartolomé), "Felipe II y el edeudamiento de la aristocracia. Un avance", Yun Casalilla (Bartolomé), *La gestión del poder. Corona y economías aristocráticas en Castilla (siglos XVI-XVIII)*, Madrid, Akal, 2002, p. 137-161, calcule ainsi que les possesseurs de majorat de Castille obtinrent de Philippe II l'autorisation d'hypotéquer pour plus de neuf millions de ducats au cours du règne, les deux tiers dans ses dix dernières années. C'est la seule évaluation disponible, mais le flux ne semble pas avoir faibli par la suite, comme le montre un rapide examen des "Libros de facultades" de la Chambre de Castille - série qui recueille, à partir du milieu du XVII^e siècle, les dossiers ouverts par l'administration royale en réponse à de telles de telles demandes (AHN CON, lib. 448 et suivants).

dans lesquelles se traitent les affaires à l'époque¹⁷. L'on sait ainsi que la noblesse s'est constitué un volant de crédits renouvelables, généralement sous forme de rentes constituées, qui lui ont permis d'amortir au moins les conséquences de à-coups dus à des dépenses ponctuelles imprévisibles face à des ressources rigides¹⁸. On connaît des noblesses qui ont réussi globalement des adaptations efficaces à des conjonctures changeantes, telle la noblesse murcienne, qui modifie les bases de son économie au milieu du XVIIe siècle, en concentrant ses investissements sur les aménagements hydrauliques¹⁹. Ce ne sont là qu'exceptions à la règle. Les cas d'adaptation réussie, non pas par des individualités, mais par le groupe entier, se situent dans des régions particulièrement dynamiques, largement ouvertes à l'influence des courants internationaux, dans l'Espagne côtière qui profite de la transformation de la péninsule en une périphérie économique de l'Europe à partir du XVIIe siècle²⁰. Quant au recours au crédit, ce n'est qu'un palliatif, qui ne résout pas le problème de fond: le majorat, pour survivre, a besoin d'apports constant de capital frais, capital qu'il ne rend jamais. C'est un gouffre.

La mobilisation des ressources procurées par la gestion des charges publiques est l'une des solutions structurelles apportées à cette dégradation mécanique des patrimoines et permet d'injecter périodiquement les ressources fraîches indispensables à la survie du majorat. Les charges municipales d'abord. C'est par la confiscation à son profit des terres municipales et par la réalisation de travaux d'aménagement impossibles sans l'appui des municipalités, que la noblesse murcienne réussit son rétablissement au milieu du XVIIe siècle²¹. Juan Sánchez Herrera, qui multiplie dans les années 1620 les achats de rentes à cens sur les biens municipaux de Villanueva de la Serena et les achats de juro d'Etat assis sur les impôts payés par ce même bourg pour se constituer un majorat, est précisément administrateur des biens municipaux de l'endroit²². En un mot, c'est parce qu'ils sont adossés à un échevinage que beaucoup de majorats perdurent.

Mieux encore que les charges municipales, le service du roi à un niveau élevé est une aubaine recherchée. La fortune de la famille Ovando de Caceres s'est constituée ainsi; ainsi s'est-elle perpétuée. On y retrouve accumulées les donations royales au capitaine Diego Caceres Ovando à la fin du XVe siècle, pour récompenser sa fidélité dans les guerres civiles qui ont

¹⁷ Sur ces conditions: Grenier (Jean Yves), *L'économie d'Ancien Régime. Un monde de l'échange et de l'incertitude*, Paris, Albin Michel, 1996, 489 p. Dedieu (Jean Pierre), "El pleito civil como fuente para la historia social", *Bulletin Hispanique*, 2002, n°1, juin 2002, p. 141-160, étudie à partir des archives de la Chancellerie de Grenade la façon dont Diego Antonio Ovando Rol imposa trois hypothèques simultanées sur les mêmes biens, alors que la première déjà était illégale, ceux-ci étant réservés pour leur inclusion dans un majorat, ce qui suscita à sa mort un procès, lequel déboucha sur la mise en administration du majorat aux mains des créanciers, moyennant le paiement à la veuve d'une pension alimentaire qui épuisait pratiquement le rendement des biens en question.

¹⁸ Yun Casalilla (Bartolomé), "Consideraciones para el estudio de la renta y las economías señoriales en la Corona de Castilla (siglos XVI-XVIII)", in: Yun Casalilla (Bartolomé), *La gestión del poder...*, op. cit., 2002, p. 11-42

¹⁹ Pérez Picazo (María), Lemeunier (Guy), *El proceso de modernización de la región murciana (siglo XVI-XIX)*, 1984, p. 100-169.

²⁰ Yun (Bartolomé), *Marte contra Minerva. El precio del imperio español, c. 1450-1600*, Barcelona, Crítica, 2004.

²¹ cf. n. 17.

²² Dedieu, "Pleito civil...", art. cit.

accompagnées l'arrivée sur le trône de Ferdinand et d'Isabelle²³; les trésors des Indes, mobilisés au début du XVIe siècle par frey Nicolas Ovando, premier gouverneur des Antilles après Colomb²⁴, et par Juan de Ovando, premier président du Conseil des Indes au milieu du siècle²⁵; la dot de Mariana Galarza, accumulée par son oncle, l'évêque de Coria, Pedro de Galarza, au cours de son épiscopat²⁶; la fortune amassée au XVIIIe siècle par Vicente Francisco Ovando Rol Cerda sous l'égide du monarque dont il était garde du corps²⁷.

Le summum est atteint quand les revenus de la famille sont directement alimentés par l'impôt royal, non pas sous forme de salaires ou de pensions, mais sous forme de cession perpétuelle du produit de la fiscalité royale en un endroit donné. Bartolomé Yun a montré l'importance de ce phénomène pour les patrimoines aristocratiques²⁸, surtout les plus anciens: beaucoup de ces donations ont été faites au cours de guerres civiles de la seconde moitié du XVe siècle pour acheter des fidélités; mais aussi les plus récents, car les terres du domaine royal abondamment vendues à des seigneurs à partir du milieu du XVIe siècle, le sont souvent revenues des impôts royaux compris²⁹. De même que les patrimoines nobles sont adossés au pouvoir municipal, ils le sont aussi à l'Etat. Il est important de garder à l'esprit ces deux traits pour comprendre l'évolution qui se produit au XVIIIe siècle.

II. Crise de la vieille noblesse...

a) La crise démographique...

La crise est d'abord démographique. La vieille noblesse est en voie d'extinction biologique rapide. Toutes les études récentes s'accordent sur ce point. Détaillons les conclusions de Santiago Aragón Mateos pour l'Estrémadure: c'est l'étude de loin la plus sûre dont nous disposons. Au XVIIIe siècle, des huit familles nobles de Brozas, cinq s'éteignent; des neuf de Trujillo, cinq aussi; des vingt-sept de Caceres, vingt! Il s'agit bien, dans tous les cas d'absence de descendance. Les pratiques démographiques du groupe peuvent être qualifiées de suicidaires: 50% des mâles qui arrivent à l'âge adulte restent célibataires (20% entrent dans le clergé, 30% restent laïcs sans prendre épouse) et 42% des femmes (20% de religieuses, 22% de vieilles filles au foyer). 11% des ménages sont stériles. Les autres ont en moyenne 4,8 enfants, mais une fois déduite la mortalité infantile et juvénile, il n'en reste que 3,7 qui

²³ Mayoralgo Lodo (José Miguel, comte de los Acevedos), *La casa de Ovando (Estudio histórico-genealógico)*, Caceres, Real Academia de Extremadura, 1991, p. 43-69.

²⁴ Mayoralgo Lodo, *op. cit.*, p. 279 - 308.

²⁵ Mayoralgo Lodo, *op. cit.*, p. 267.

²⁶ Mayoralgo Lodo, *op. cit.*, p. 93.

²⁷ ²⁷ Mayoralgo Lodo, *op. cit.*, p. 460 - 462.

²⁸ Yun Casalilla (Bartolomé), "Aristocracia, corona y oligarquías urbanas en Castilla ante el problema fiscal. 1450-1600 (Una reflexión a largo plazo)", Yun Casalilla (Bartolomé), *La gestión del poder. Corona y economías aristocráticas en Castilla (siglos XVI-XVIII)*, Madrid, Akal, 2002, p. 73-104 et Yun Casalilla (Bartolomé), "La crisis de la aristocracia" en *España e Inglaterra. Una visión comparativa*, *ibidem*, p. 247-275.

²⁹ Soria Mesa (Enrique), *La venta de señoríos en el Reino de Granada bajo los Austrias*, Grenade, Universidad de Granada, 1995; Marcos Martín (Alberto), ""España en almoneda": Enajenaciones por precio de alcabalas y tercias en el siglo XVI", *Congreso internacional "Las sociedades ibéricas y el mar a finales del siglo XVI*, t. IV. *La corona de Castilla*, Madrid / Lisboa, Empresa nacional "Los centenarios de Felipe II y Carlos V", 1998, pp. 25-65.

arrivent en âge de se marier³⁰. Dont la moitié restent célibataires. Mécaniquement, en huit générations, c'est l'extinction totale.

Les études de Mauro Hernández sur les échevins de Madrid confirment cette fragilité biologique extrême. Il montre, par l'étude de 164 transmissions de quarante majorats, que la probabilité de succession directe en ligne masculine n'est que de 20% sur deux générations et devient négligeable sur quatre. Il montre également que sur huit générations un patrimoine n'a qu'un tiers de chances de rester dans le même groupe familial, défini par le quatrième degré ecclésiastique de consanguinité³¹.

L'extinction des familles nobles est un phénomène de toutes les époques. Il semble clair toutefois qu'elle s'accélère à partir du milieu du XVIIe siècle. Nos propres études, sur la famille Ovando de Caceres³² ou sur les Chacón de Séville³³, montrent à cette époque un rythme inusité de concentration des patrimoines par voie d'héritage, et d'accumulation de majorats de provenance variée sur les mêmes têtes³⁴. Sachant que la transmission se fait par voie de primogéniture masculine, les femmes ne pouvant transmettre qu'en cas d'absence de descendance masculine directe, une telle concentration est l'indice d'une extinction de nombreuses familles, phénomène confirmé pour la même région par les travaux d'Aragón Mateos³⁵. Elle est aussi l'indice d'une fermeture extrêmement rigide de ces vieilles familles de vieille noblesse, qui refusent obstinément de s'ouvrir à de nouveaux entrants et préfèrent mijoter dans leur jus quitte à en crever pour sauvegarder pureté de leur tronc³⁶.

Cette vieille noblesse a du mal à couvrir des postes qui lui sont pourtant réservés. Dès le début du XVIIIe siècle la municipalité d'Avila a les plus grandes difficultés à rassembler le quorum. La plupart des 21 places d'échevin perpétuel sont tombées aux mains de familles extérieures à la ville. Entre 1759 et 1764, devant l'imminence d'une paralysie institutionnelle, le Conseil de Castille impose la présence de cinq échevins surnuméraires, choisis par ses soins parmi les hidalgos de l'endroit. Les réactions de la vieille oligarchie obligent à abandonner cette pratique. Les faits sont têtus. Devant la persistance du problème, devant aussi la résistance de la municipalité quant au projet de création d'une manufacture lainière que défend le

³⁰ Aragón Mateos (Santiago), *La nobleza extremeña en el siglo XVIII*, Mérida, 1991, p. 191-194.

³¹ Hernández (Mauro), *A la sombra de la Corona. Poder local y oligarquía urbana (Madrid, 1606-1808)*, Madrid, 1995, p. 162.

³² Dedieu (Jean Pierre), "Familles, majorats, réseaux de pouvoir. Estrémadure, XVe-XVIIIe siècle", in: Castellano (Juan Luis), Dedieu (Jean Pierre), dir., *Réseaux, familles et pouvoirs dans le monde ibérique à la fin de l'Ancien Régime*, Paris, CNRS-Editions, 1998, p. 111-146. Voir schéma en appendice.

³³ Dedieu (Jean Pierre), "Familia y alianza. La Alta administración española del siglo XVII", in: Castellano (Juan Luis), ed., *Sociedad, administración y poder en la España del Antiguo Régimen. I Simposium internacional del grupo PAPE*, Grenade, Universidad de Granada, 1996, p. 47-76.

³⁴ Nous proposons d'appeler ce phénomène "effet entonnoir" à cause de la forme que prennent les lignes qui matérialisent la transmission patrimoniale sur les schémas généalogiques.

³⁵ Encore ne tenons-nous compte que des interruptions visibles. Il n'est pas exceptionnel que la continuité d'une famille passe par des batard légitimés: ainsi les Castillo Fajardo, marquis de Villadarias, à Málaga, à la fin du XVIIe siècle; ou par les femmes, la position sociale de l'héritière étant suffisamment supérieure à celle de son mari, généralement un cadet, pour que celui-ci ne soit qu'un consort incapable de détourner à son profit le patrimoine de son épouse: c'est ce qui arriva aux ducs d'Albe, d'abord avec María Teresa Alvarez de Toledo, duchesse titulaire entre 1739 et 1755, puis avec la célèbre Pilar Alvarez de Toledo, peinte par Goya, entre 1776 et 1802 (AHN CON, lib. 3737).

³⁶ Yun, *Marte...*, qui voit dans ce phénomène un aspect de la croissante rigidité de la société et de l'économie castillane à partir de la fin du XVIe siècle. Aragón Mateos ne détecte dans la noblesse d'Estrémadure, dans tous le XVIIIe siècle, aucun mariage hors du groupe.

corregidor royal, celui-ci obtient l'élection par la population de six échevins pour six ans renouvelables. En dépit de l'opposition ouverte des élites en place, ceux-ci s'imposent et Avila élit une partie de sa municipalité jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Parmi les nouveaux venus se trouvait un éleveur, le fermier local du monopole de l'eau-de-vie, et la personnalité dominante était un administrateur de biens, toutes personnes qui n'auraient eu aucune chance d'être admises dans l'ancien corps. On touche du doigt comment l'effondrement démographique d'une noblesse ouvre la voie de la prise du pouvoir à des couches différentes et impose des réformes institutionnelles³⁷.

b) ...et ses causes

L'étude des stratégies successorales éclaire les causes de ce phénomène. Nous avons vu que le majorat introduit dans la gestion patrimoniale une rigidité qui rend inviable sa survie à long terme sans une suralimentation constante. Nous avons vu aussi quelques-uns des moyens qui s'offraient aux acteurs pour mobiliser les ressources nouvelles dont ils avaient besoin. Nous en avons volontairement laissé une de côté, à coup sûr la principale: la capture de majorats étrangers à la famille par mariage, pour en détourner le contenu au service du patrimoine propre. Epouser une héritière fut le fondement de bien des stratégies. C'est celle qu'appliqua, avec un notable succès, la lignée directement issue de Diego de Cáceres Ovando à partir de la fin du XVe siècle, jusqu'à en être à son tour victime au début du XIXe³⁸.

A l'inverse, il convient de préserver ses propres majorats d'intrusions matrimoniales indésirables. Une solution consiste à multiplier les branches familiales, à renouveler périodiquement les alliances matrimoniales entre elles, de façon à créer un vaste réseau de parenté intermaillé susceptible de recueillir le patrimoine en cas de défaillance d'une branche tout en évitant sa sortie de l'ensemble. Cette stratégie dynamique semble avoir été utilisée à Cáceres à la fin du XVe et au début du XVIe siècle. Elle n'est concevable qu'à condition d'allouer aux branches secondaires les moyens de tenir leur rang en attendant une hypothétique succession et de maintenir une certaine égalité entre des lignées appelées à collaborer³⁹. C'est la nécessité de réserver la totalité des produits du majorat à la reproduction de ce dernier, dans un contexte de faible rendement aggravé par la crise économique que connaît la Castille à la fin du XVIe siècle, qui conduisit à survaloriser la stratégie inverse: garder le plus de filles possibles célibataires pour réduire le risque d'évasion patrimoniale; marier celles dont le mariage était inévitable au plus près dans la famille, pour qu'en cas d'accident le patrimoine reste autant que possible dans la même lignée⁴⁰. D'où les indicateurs démographiques que nous avons cités: entre accidents biologiques et consanguinité extrême, la messe était dite. Le XVIIIe siècle correspond au moment où la récurrence générationnelle a permis aux effets de ces contraintes matrimoniales de s'exprimer à plein. On peut sans exagérer parler du suicide d'une noblesse.

III. Une noblesse nouvelle?

³⁷ Martín García (Gonzalo), *El ayuntamiento de Avila en el siglo XVIII. La elección de los regidores trienales*, Avila, Diputación de Avila, 1995.

³⁸ Diego Cáceres Ovando, n° 02 sur le schéma.

³⁹ Un tel système est très précisément décrit par Delille (Gérard), *Le maire et le prieur. Pouvoir central y pouvoir local en Méditerranée occidentale (XVe - XVIIIe siècle)*, Rome, Ecole Française de Rome, 2003, p. 115-281.

⁴⁰ La limite de cette stratégie est atteinte dans les mariages, nullement exceptionnels, d'une héritière avec son oncle paternel, gardé célibataire en réserve pour le cas où son frère aîné ne réussirait pas à procréer un mâle... Les cas sont fréquents, pour les mêmes raisons, en Italie: Delille (Gérard), "Consanguinité proche en Italie du XVIe au XIXe siècle", Bonte (Pierre), ed., *Epouser au plus proche*, Paris, EHESS, 1994, p. 323-340.

a) Vers une autre conception de la noblesse

Le déclin semble d'autant plus marqué qu'il ne se limite pas à la démographie: la critique de la noblesse est monnaie courante de la part des Lumières espagnoles. Certains utilisent des mots très forts, tels León de Arroyal⁴¹ ou Cabarrus. D'autres sont plus modérés dans la forme, mais tout aussi sévères quant au fond: Jovellanos, Campomanes, Sempere y Guarinos⁴². Tous reprochent à la noblesse ses dépenses somptuaires et son endettement, qui absorbent les capitaux du pays et réduisent les investissements productifs; le majorat, qui rigidifie les structures foncières et empêchent la nécessaire réforme agraire; la frivolité et le manque d'éducation⁴³, l'abondance des familles à moitié ruinées qui se distinguent mal de la masse, l'ambiguïté introduite dans le nord de la péninsule par la *hidalguía* universelle. Jovellanos, par exemple, l'un des penseurs espagnols les plus originaux, considère que la noblesse existe comme une qualité des individus qui dépasse les charges qu'ils occupent. Il est convaincu que cette noblesse doit diriger le pays sous l'autorité nominale du roi, à l'anglaise. Mais il ne croit plus en la noblesse comme caractère inné des individus. Pour lui, noblesse égale richesse, plus mentalité de service, plus éducation. Il doit exister un pôle hiérarchique pour stabiliser la société; il ne doit pas y avoir en revanche de positions acquises: appartiennent à la noblesse tous ceux qui en sont dignes, et eux seuls⁴⁴. Campomanes, le procureur du roi près le Conseil de Castille et l'artisan des réformes culturelles et sociales de la monarchie éclairée, est moins radical mais adopte sur beaucoup de points des positions voisines: la noblesse est indispensable à l'Etat, une noblesse héréditaire, mais une noblesse plus limitée, plus riche, éduquée différemment surtout⁴⁵.

La critique du majorat, dont on a vu le rôle dans la définition du groupe, est la chose la plus courante du monde à la fin du XVIIIe siècle. Les écrits des Sociétés économiques⁴⁶, les rapports officiels, ne cessent d'affirmer qu'il est un frein au progrès économique et de réclamer sa réforme⁴⁷. Celle-ci est dans l'air, mais sa charge symbolique est telle que les oppositions se multiplient. Entre 1764 et 1766, un projet qui visait à limiter l'agrégation de biens nouveaux à la main morte ecclésiastique est repoussé par le Conseil de Castille, fait absolument exceptionnel: l'opposition, plus que la défense du clergé, avait à l'esprit que le précédent ainsi créé pourrait être utilisé contre le majorat séculier⁴⁸. C'est avec une exquise prudence que le roi soumet au Cortes de 1789 un projet renouvelant l'interdiction portée au XVIe siècle d'agréger plusieurs majorats sur une même tête et suggérant que le majorat s'assoie sur des effets financiers plutôt que sur des terres, afin de limiter les conséquences

⁴¹ Arroyal (León), *Cartas político-económicas al conde de Lerena*, Madrid, Editorial Ciencia Nueva, 1968 [c. 1790], contenant cinq lettres au ministres des Finances de l'époque sur les causes de la décadence de l'Espagne. La noblesse et le majorat sont placés au premier rang de celles-ci. Ces lettres ont été publiées au milieu du XIXe siècle sous le nom de Cabarrus.

⁴² Sempere y Guarinos (Juan), *Historia de los vínculos y mayorazgos*, Madrid, Sancha, 1805.

⁴³ Yun Casalilla (Bartolomé), "Sociedad patricia y gestión señorial vistas desde la ilustración. A modo de recapitulación", Yun Casalilla (Bartolomé), *La gestión...*, op. cit., p. 277-305.

⁴⁴ Baras Escola (Fernando), *El reformismo político de Jovellanos. Nobleza y poder en la España del siglo XVIII*, Université de Saragosse, Saragosse, 1993.

⁴⁵ Castro (Concepción), *Campomanes...*, op. cit., p. 259.

⁴⁶ Clubs de réflexion mis en place par la monarchie pour créer une ambiance favorable aux réformes économiques et, au passage, à l'extension du pouvoir royal qu'elles supposent.

⁴⁷ Clavero (Bartolomé), *Mayorazgo. Propiedad feudal en Castilla, 1360 - 1836*, Madrid, Siglo XXI, 2a éd., 1989 [1974], p. 291-330.

⁴⁸ Castro (Concepción), op. cit., p. 137-139.

pour l'agriculture⁴⁹. Il faut attendre cependant 1798 pour que l'Etat prenne une première mesure réellement efficace contre ce pilier de la noblesse traditionnelle, suscitée non par des motifs idéologiques, mais par l'envolée vertigineuse de la dette publique provoquée par la guerre contre la France, puis contre l'Angleterre, et la dépréciation accélérée de ses bons de caisse⁵⁰, qui l'accule à la banqueroute et à la défaite militaire. Le 25 septembre de cette année-là, ordre est donné de vendre à l'encan les biens fonciers des institutions charitables et hôpitaux au profit de l'Etat, moyennant le versement par celui-ci d'une rente de 3 ou 4% au propriétaire primitif. La disposition est étendue aux majorats, non pas comme une obligation, mais comme un droit pour les propriétaires qui le souhaitent. Nous ignorons l'importance des aliénations faites à ce titre, mais il y en eut et ce fut, dans l'immédiat, une bonne affaire pour les vendeurs: les enchères atteignirent des sommets inattendus et les intérêts versés étaient nettement supérieurs au rapport effectif net antérieur des terres agricoles. Le plus important reste cependant qu'une telle réforme porte en germe une dépendance encore accrue de la noblesse vis-à-vis de l'Etat: elle se transformerait à terme en un groupe de rentiers, à la merci des décisions du souverain.

Le désir récurrent exprimé par les penseurs de réduire le nombre des nobles pour accroître la distance qui les séparait du commun rejoignait une préoccupation fiscale: moins on aurait d'hidalgos, plus la monarchie aurait de marge de manoeuvre pour lever impôts et troupes. Les recensements qui se succèdent à la fin du XVIIIe siècle en compte chaque fois moins: entre 1787 et 1797, 50 000 disparaissent aux Asturies - 40% du total de la province-, 56 000 dans la province de Burgos, 5 000 dans celle de León et autant en Galice⁵¹. Dans le même temps, le nombre des procès en reconnaissance de noblesse devant les chancelleries est en régression rapide, ce dont prend prétexte la monarchie pour éteindre en 1771 la "Chambre des hijosdalgo" qui jugeait ces cas dans chacune d'entre elles. Les juges qui y étaient affectés siègeront désormais à la Chambre criminelle et ne se consacreront qu'à temps partiel aux procès dont ils s'occupaient exclusivement auparavant⁵².

Rongée d'un cancer démographique, soumise à une pression multiforme de la monarchie, critiquée par la pensée la plus avancée de son temps, la noblesse castillane donne toutes les apparences de la crise. Et pourtant...

b) Reconnaissance et confirmation de noblesse: un instrument de gouvernement

Envisagée sous d'autres aspects, la crise de la noblesse n'est plus aussi évidente. Les créations de titres ne décroissent pas. Rappelons qu'elles sont en Castille l'oeuvre exclusive de la monarchie. Nous avons procédé à un sondage à partir du répertoire qui fait aujourd'hui autorité⁵³ en relevant systématiquement les dates de création des titres classés aux lettres B, L et S.

Titres espagnols dont le nom commence par B, L et S. Siècle de création:

⁴⁹ Clavero (Bartolomé), op. cit., p. 298-300.

⁵⁰ Les "vales reales", très similaires aux assignats, dont ils sont le précédent immédiat, gagés non sur des propriétés nationales mais sur les recettes futures de l'Etat, notamment sur les fonds bloqués en Amérique par la guerre.

⁵¹ Anés (Gonzalo), *Siglo...*, op. cit., p. 18.

⁵² Gómez González (Inés), "El derecho penal al servicio del Estado. La transformación en criminal de la sala de hijosdalgo de la Chancillería de Granada", in: Castellano (Juan Luis), Dedieu (Jean Pierre), López Cordón (María Victoria), *La pluma, la mitra y la espada.*, Madrid, Marcial Pons, 2000.

⁵³ Cadenas y López (Ampelio Alonso), Cadenas Vicent (Vicente), *Elenco de grandezas y títulos nobiliarios españoles*, Madrid, Hidalguía, 1990.

Antérieur au XVe: 11 XVe: 22 XVIe: 29
 XVIIe: 137 XVIIIe: 129 XIXe: 171 XXe: 62

Diverses vérifications, notamment à l'aide du répertoire officiel des titres vacants⁵⁴, nous ont confirmé que les chiffres ne sont pas biaisés par la date. On constate donc un démarrage brutal de la distribution des titres au XVIIe siècle, phénomène bien connu⁵⁵. Ce qui nous intéresse ici, c'est que la courbe non seulement se maintient étale jusque vers 1914⁵⁶, mais présente une hausse significative au XIXe, elle-même attendue au vu du cas portugais⁵⁷. Le roi, donc, ne cesse pas de créer des titres. Ce devient même entre ses mains une arme politique importante.

L'exemple de Cuba nous le montrera. Dans les conditions de navigation de l'époque, l'île était la clef de l'Amérique. Elle avait été occupée par les Anglais en 1762 à la fin de la Guerre de sept ans. Récupérée au traité de Paris, la Monarchie décida d'en faire un bastion imprenable, non seulement en fortifiant ses accès, mais aussi en établissant une relation d'étroite confiance avec les élites locales. L'opération fut rendue à la fois plus nécessaire et plus facile par le vif développement de la production sucrière, qui fit de l'île, en une génération, l'un des premiers, puis le premier producteur mondial de cette précieuse denrée et, par voie de conséquence, une source de revenus fiscaux de premier ordre. La Monarchie, appliquant des techniques éprouvées qu'elle porta ici à leur limite, constitua les gros planteurs en ses interlocuteurs principaux dans l'île, ses interlocuteurs uniques pour les matières importantes. Cuba acquit très vite une large autonomie, sous l'autorité de son capitaine général, de son consulat et de la municipalité de La Havane, chasses gardées des "saccharocrates". Le représentant du roi négociait avec eux toutes les mesures concernant l'île, puis transmettait l'accord à Madrid pour approbation. Dès la fin du XVIIIe siècle, le monopole commercial colonial, déjà mis à mal auparavant, ne concernait plus de fait Cuba qui commerçait avec qui elle voulait, situation officiellement reconnue en 1816. Cette autonomie pour être viable devait reposer sur un lien de confiance très fort. Il se forma par la constitution du groupe des planteurs principaux en aristocratie. Ces gens, dont le principal mérite social était la richesse, rêvaient de considération. Le roi la leur vendit, sous forme de titres de noblesse, largement, mais sélectivement distribués, en fonction de la fidélité marquée au souverain⁵⁸: entre 1763 et 1808, 21 titres - dont 17 pour de grands planteurs et / ou échevins de La Havane -, pour 37 demandes. Le roi, en les installant comme intermédiaires obligatoires entre l'île et lui-même, donnait aux grands planteurs un énorme pouvoir. En faisant d'eux des membres de la plus haute noblesse, il les constituait en caste: immensément riches, quelques dizaines de familles menèrent une vie à part, se mariant presque exclusivement entre elles, dans un luxe et un orgueil inouïs. Cette ségrégation dont ils étaient si fiers, ils la devaient au roi. Ils surent se

⁵⁴ Cadenas Vicent (Vicente), *Relación de títulos nobiliarios vacantes, y principales documentos que contiene cada expediente que, de los mismos, se conserva en el Archivo del Ministerio de Justicia*, Madrid, Hidalguía, 1984.

⁵⁵ Domínguez Ortiz (Antonio), *Clases privilegiadas...*, *op. cit.*, p. 71-72.

⁵⁶ La plupart des créations du XXe siècle datent en fait du tout début du siècle.

⁵⁷ Monteiro (Nuno Gonçalo Freitas), "A nobreza, revolução e liberalismo: Portugal no contexto da Península ibérica", Monteiro (Nuno Gonçalo Freitas), *Elites e poder. Entre o Antigo Regime e o Liberalismo*, 2003, Lisbonne, Universidade de Lisboa, p. 37-81.

⁵⁸ La famille Peñalver, pourtant l'une des plus importantes pourtant, eut quelques difficultés en raison du souvenir laissé par la collaboration de l'un de ses membres avec les autorités anglaises d'occupation.

montrer reconnaissants: Cuba fut l'un des rares territoires américains qui choisit de rester fidèle à l'Espagne au début du XIXe siècle⁵⁹.

La noblesse, mais une noblesse définie par référence exclusive au roi, est donc un outil politique aux mains de la monarchie. Pas seulement hors d'Europe. A peine monté sur le trône, Philippe V se réserva la nomination à tous les grades de l'armée, à partir de celui de sergent, privant à la fois les capitaines généraux de leur pouvoir de nommer les officiers supérieurs des troupes qu'ils commandaient et les capitaines des nominations aux grades inférieurs de leurs compagnies (1702-1704)⁶⁰. Presque simultanément, il ratifiait de son autorité l'équivalence antérieurement informelle entre le grade de capitaine et la noblesse⁶¹. Il introduisait ainsi explicitement, presque pour la première fois, le concept de noblesse dans le droit royal. Il posait aussi les bases d'un complexe système de vénalité des grades. Pendant le reste du siècle, il allait presque entièrement financer la formation des nouvelles unités militaires en vendant les places d'officier, colonel compris. La stratégie la plus courante consistait à signer un contrat pour la création et le recrutement d'un régiment avec un entrepreneur qui prenait tout à sa charge - parfois jusqu'à la fourniture des armes - moyennant remise des brevets d'officiers correspondants en blanc. Il les cédait à son tour par lot à des sous-traitants qui fournissaient les compagnies, et ainsi de suite. Un brevet, d'un grade donné, contre tant d'hommes, et tant d'uniformes⁶². Jusqu'à la fin, ou presque⁶³, les candidats se bousculèrent et les prix se maintinrent à un très haut niveau, de l'ordre de 60 000 réaux (15 000 livres tournois environ) pour une place de capitaine avec commandement de compagnie; 30 000 réaux pour une place de lieutenant; 15 000 pour une de sous-lieutenant dans les années 1770, souvent plus. Pratiquement la moitié des capitaines dans la première moitié du siècle, entre le quart et le cinquième dans la seconde, achetèrent ainsi directement leur commandement au roi. L'ampleur des ressources fournies à la monarchie fait de cette manière de procéder un élément essentiel du financement de l'armée.

Qu'est-ce qui poussait les acheteurs à se saigner, à tous les sens du terme, pour la gloire de trois galons? Pour beaucoup d'entre eux, l'acquisition de la noblesse. La présence de jeunes gens issus de familles marchandes enrichies est très importante parmi les acheteurs. Capitaine égale noble. C'est l'équation fondamentale. Les entrepreneurs qui reçoivent les brevets en blanc s'engagent à ne les céder qu'à des candidats idoines de naissance distinguée. Les faits montrent qu'ils ne respectèrent nullement ces conditions: richesse oui, distinction héréditaire non. Les protestations aussi vaines qu'indignées de la noblesse plus ancienne - souvent à peine plus ancienne - contre ces intrus sont là pour nous les rappeler. C'est par centaines que des familles se sont ainsi agrégées à la noblesse en la personne de leurs plus jeunes membres à qui le père enrichi offrait un régiment, une compagnie ou une lieutenance, souvent accompagnée d'un ou deux habits des ordres militaires, gracieusement concédés par le souverain à titre de complément, si l'ampleur du service le justifiait. Rien de tout cela, bien entendu, ne figure

⁵⁹ Goncalvès (Dominique), *Le planteur et le roi. Etude des relations entre les élites aristocratiques havanaises et la Couronne espagnole - 1763-1838*, thèse, Université de Toulouse-le-Mirail, 2004, 500 p.

⁶⁰ Portugués (José Antonio), *Colección general de ordenanzas militares, sus inovaciones y aditamentos, dispuesta en diez tomos, con separación de clases*, Madrid, Imprenta de Antonio Marín, 1764, I, 281; II, 546-547.

⁶¹ Andújar Castillo (Francisco), *Los militares en la España del siglo XVIII*, Grenade, Universidad de Granada, 1990, p. 126 - 127 sur les étapes de ce processus de ratification, qui s'étendent de 1704 à 1722.

⁶² Ce qui suit sur la chose militaire est fondé sur le magnifique: Andújar Castillo (Francisco), *El sonido del dinero. Monarquía, ejército y venalidad en la España del Siglo XVIII*, Madrid, Marcial Pons Historia, 2004.

⁶³ L'offre ne semble étaler le niveau de la demande que pendant la Guerre du Rousillon que livra la Monarchie espagnole à la République française entre 1793 et 1795.

dans les dossiers personnels des intéressés. Il faut aller le chercher dans la correspondance du Secrétariat d'Etat ou celle des agents discrètement chargés négocier les contrats. "Silence sur l'argent!", telle est la consigne. Elle est respectée et les allusions publiques sont rares à un phénomène que tout le monde à l'évidence connaissait.

D'autres achètent qui sont déjà nobles. Ils cherchent confirmation de leur rang. Il y a une hiérarchie nobiliaire, fonction de la proximité du roi, de plus en plus fonction de la proximité du roi. Proximité physique du service quotidien des employés de la Maison, proximité des "mérites" qui rendront le roi bienveillant à l'égard de toute demande à lui présentée. Offrir une compagnie, un régiment; commander brillamment ses troupes sur le champ de manoeuvre sous l'oeil de souverain, même le fils d'un marquis de Vado el Maestre⁶⁴, même le marquis de Torremanzanal⁶⁵ ne se le refusent pas. C'est un investissement dont on espère des retombées au moins sociales, peut-être économiques.

b) Dans la main du roi

Ce qui est vrai des militaires vaut *mutatis mutandis* pour les administrateurs civils. Le 7 novembre 1773, Charles III crée comte de Floridablanca José Moñino, fils de José Moñino Gómez, chef de bureau à l'évêché de Murcie. Le comte avait été auparavant professeur de droit au Séminaire de cette ville, mais il s'était fait connaître par la suite comme avocat à Madrid et était devenu un très efficace agent de la Monarchie dans ses négociations avec Rome, traitant avec le pape de l'abolition de la Compagnie de Jésus et jouant un rôle éminent dans l'élection de Pie VI. On venait de le faire conseiller de Castille et chevalier de Charles III dans la première promotion, à la fondation de l'ordre, ce qui le dispensait, entre autres inconvénients, de produire une enquête de noblesse aux résultats incertains. On s'apprêtait à le nommer premier secrétaire d'Etat. Il gouverna par la suite vingt ans le pays⁶⁶. Pas de vénalité; mais une fidélité sans faille au service de l'Etat.

Le roi tend ainsi à générer une noblesse créée et maintenue par lui, capable de lui fournir des ressources et des hommes, une noblesse de service. Il utilise pour cela le contrôle croissant exercé par la monarchie sur la distribution des marqueurs de noblesse. L'on sait par exemple que depuis le XVIIe siècle au moins les habits des ordres militaires sont attribués principalement pour récompenser des services à l'Etat et non pour couronner une position sociale fermement acquise⁶⁷, ce que confirme le livre de Francisco Andújar sur la vente des fonctions militaires. Tout au long du XVIe siècle, le roi a favorisé l'émergence d'une noblesse nouvelle, essentiellement un patriciat urbain à qui il a donné les moyens de se consolider. Au XVIIIe siècle il ne s'agit plus de ratifier des ascensions sociales, mais de récompenser des serviteurs. Les attaques menées par l'Etat ou avec l'appui de l'Etat contre toute noblesse qui existe en dehors de lui, l'importance croissante donnée au titre - nécessairement attribué par le roi - face aux autres marqueurs, moins étroitement dépendants de la monarchie, ne laissent pas de doute. Un secteur important de la noblesse refuse d'ailleurs cet asservissement et entreprend de créer des instruments indépendants de validation de la condition nobiliaire. Ce

⁶⁴ Andújar, *Sonido*, *op. cit.*, p. 362.

⁶⁵ Andújar, *Sonido*, *op. cit.*, p. 305. Le marquis de Torremanzanal paya en 1769 400 000 réaux (100 000 livres tournois) le plaisir de commander le Régiment d'infanterie des volontaires étrangers, composé théoriquement de 1100 hommes recrutés hors d'Espagne, qui fut dissous après moins de dix ans d'existence et ses effectifs reversés dans les bataillons de marine.

⁶⁶ Archivo General de Simanca, Dirección General del Tesoro, inventario 2, legajo 57; Gutiérrez de los Ríos (Carlos, conde de Fernán Núñez), *Vida de Carlos III*, Madrid, Fundación Universitaria, 1988 [0000], p. 264.

⁶⁷ Postigo Castellanos (Elena), *Honor y privilegio en la Corona de Castilla. El Consejo de las ordenes y los caballeros de hábito en el siglo XVII*, Madrid, CSIC, 1988.

sont les "maîtrises", les "maestranzas", officiellement associations d'équitation, dont l'entrée est théoriquement réservée à la noblesse la plus ancienne. L'important, c'est qu'elles sont indépendantes de l'Etat et choisissent librement leurs membres, tout en ayant, à la différence des confréries nobles dont sont les héritières, un rayonnement véritablement national. Appartenir à la Maestranza de Séville (fondée en 1670), de Grenade (1686), de Valence (1690), de Ronda (1707) devient au XVIIIe siècle un titre bien plus prestigieux qu'un habit des ordres. Le souverain essaya de récupérer le mouvement en nommant des infants à la tête de ces organismes. En vain⁶⁸.

En 1783, une fameuse pragmatique royale déclare l'industrie et le négoce compatibles avec la noblesse. Disposition bien dans la ligne de la pensée des Lumières, comme nous l'avons vu. Disposition peu révolutionnaire dans la pratique, car de tout temps et par des voies diverses la marchandise avait conduit à la noblesse. Un cas spectaculaire et célèbre, parmi des dizaines d'autres: Juan Gastón Goyeneche, traitant, marchand, entrepreneur et banquier, acquit le titre de marquis de Belsunce pour son aîné, celui de comte de Saceda pour son cadet et maria sa fille au comte de Villafranca de Gaitán, introducteur des ambassadeurs⁶⁹. Lui-même n'osa pas s'octroyer un titre, trop de témoins vivants l'ayant vu dans sa jeunesse mesurer l'étoffe dans la boutique de son oncle. Il se contenta de la considération que lui procuraient sa munificence, le mécénat et ses origines navarraises, issu comme il l'était d'une famille de notables du Valle de Baztán, dont les habitants jouissaient de la *hidalguía* universelle.

La pragmatique de 1783, cependant, prend son importance véritable replacée dans le contexte de l'époque. Les penseurs les plus brillants réclament une noblesse qui soit une élite autrement que dans le système de représentation sociale. Le roi tend à générer une noblesse de service, et à considérer le dynamisme économique comme un service éminent, et pas seulement lorsque ses revenus sont mis à la disposition du monarque. En témoigne le développement des Sociétés économiques des amis du pays, qui certes se voient assigner un but avant tout politique de mise en relation de la monarchie avec les élites nouvelles, mais qui le font en se situant publiquement dans le champ de la pensée économique⁷⁰. Affirmer publiquement que la marchandise n'empêche pas la noblesse revient à dire que la richesse, quelle que soit son origine, la crée. C'est un renversement symbolique, qui ouvre la voie à des pratiques jadis inconcevables. Dans les années 1780, une famille d'industriels du royaume de Valence crée un majorat... sur son usine textile⁷¹.

Conclusion

Résumons. Le groupe nobiliaire qui s'est mis en place en Castille entre la fin du XVe et le milieu du XVIIe siècle, dates larges, est en crise: effondrement biologique, évidente inadaptation du majorat, qui reste encore son fondement essentiel, économique comme symbolique, attaques croissantes contre son mode de vie et ses valeurs, probablement aussi perte de l'appui de la monarchie.

⁶⁸ Vallejo García-Hevia (José María), *Campomanes y la acción administrativa de la Corona (1762-1802)*, Oviedo, 1998, p. 240-241; Arias de Saavedra (Inmaculada), *La Real Maestranza de Caballería de Granada en el siglo XVIII*, Grenade, Diputación provincial, 1988.

⁶⁹ Aquerreta (Santiago), *Negocios y finanzas en el siglo XVIII: la familia Goyeneche*, Pamplona, Eunsa, 2001, p. 44.

⁷⁰ Windler (Christian), *Elites locales, señores, reformistas: redes clientelares y monarquía hacia finales del Antiguo Régimen*, trad. esp., Séville, Université de Séville, 1997 [1992].

⁷¹ AHN CON, leg. 8978.

Sur ce dernier point, les connaissances sont insuffisantes et la matière complexe. Quant au besoin ressenti par l'Etat de réformer, il n'y a pas de doute. Quant à son éventuelle traduction pratique dans les privilèges et grâces concédés ou refusés individuellement à des membres de la noblesse, nous restons dans l'obscurité. Par ailleurs, l'historiographie veut classiquement que Philippe V ait écarté la haute aristocratie du pouvoir, non sans quelques arguments⁷². Nous soupçonnons les choses d'être moins simples. Nos propres observations, trop partielles encore pour conclure, montrent que la plupart des capitaines généraux du XVIIIe siècle descendent, au moins jusqu'au dernier quart, des vice-rois du XVIIe et nous savons par expérience combien la difficulté à suivre dans la documentation les cadets d'une famille noble espagnole en l'absence de titre peut conduire à sous-évaluer la présence nobiliaire. Il n'en reste pas moins que la mise à l'écart des Castillans dans l'administration royale au profit des étrangers, des descendants d'étrangers et des naturels des provinces du nord, Montagne de Burgos, Pays Basque, Navarre, Asturies et Cantabrie, toutes zones où la noblesse telle qu'elle est conçue traditionnellement en Castille est peu répandue, les plaintes croissantes entendues dans les milieux nobiliaires contre le "despotisme ministériel", les multiples "procès en réversion" entamés pour obtenir le retour au domaine royal des seigneuries aliénées au XVe siècle, ne plaident pas en faveur d'une alliance franche et sans état d'âme entre les deux partenaires.

En conclure que la "noblesse" en général est en déclin serait aller bien vite en besogne. Les hommes nouveaux sur lesquels s'appuie le roi n'ont rien de plus pressé que de lui demander au moins un surcroît de noblesse et le souverain n'a rien de plus pressé que de le leur concéder. Le nombre des titres attribués au XIXe siècle trouve son explication dans la continuation et la maturation du phénomène. Crise de la noblesse, non. Crise d'une noblesse et surtout rapide évolution du concept même de noblesse sous l'effet des mutations économiques et idéologiques en cours, sous l'effet aussi d'une politique délibérée de la monarchie et d'une lutte pour le pouvoir. Le souverain met la main sur la noblesse de façon radicale: c'est lui, et lui seul, qui la fait désormais. Il reste à voir si sa transformation en une "décoration", un signe symbolique de réussite sociale, et le progressif affaiblissement de son enracinement dans le milieu social au profit d'une dépendance exclusive de la monarchie ne revenait pas à une abolition de fait par la destruction de son essence même.

Il n'en reste pas moins que le choc créé par le fort renouvellement des élites que connaît l'Espagne au XIXe siècle est en grande partie amorti par cet accord entre les élites nouvelles et les élites anciennes sur la nature du sommet à atteindre dans la hiérarchie sociale⁷³. Ces faits interdisent toute conclusion brutale.

Jean Pierre DEDIEU
CNRS LARHRA - Lyon

⁷² La réduction à néant du Conseil d'Etat, par exemple, instrument du contrôle de l'aristocratie sur la Monarchie de Charles II; le poids croissant des secrétaires d'Etat, rarement issus de la haute noblesse.

⁷³ Cruz, Jesús, *Gentlemen, Bourgeois and Revolutionaries: Political Change and Cultural Persistence Among the Spanish Dominant Groups, 1750-1850*, New York, 1996, même si ses conclusions doivent être sérieusement nuancées sur d'autres points.

Appendice

Majorat du capitaine Diego Cáceres Ovando et majorats liés.

Cf. schéma dans le fichier .pdf joint.

Ce schéma représente la généalogie simplifiée d'un ensemble de lignées appartenant à la famille Ovando de Cáceres. Nous l'avons réduit aux individus porteurs de majorats.

Sur cet arbre généalogique, nous avons projeté les lignes de transmissions de ces derniers. Pour des raisons de place, il est impossible de porter les noms et les dates. Un code, situé à coté de chaque individu renvoie à une table que l'on trouvera en appendice. Schéma I. Codes d'identification

Majorat du capitaine Diego Cáceres Ovando et majorats liés. Table de correspondance des codes.

- (1b) Frey Alonso Rol, av. 1440, commandeur Cabeza de Buey.
- (1c) Juan Rol, av. 1440, + ap. 1477.
- (02) Diego de Cáceres Ovando, capitaine, c. 1425, + 1487.
- (05) Francisco Ovando el Viejo, entre 1430 et 1442, + 1504.
- (15) Frey Martín Rol, av. 1460, + ap. 1523, commandeur de Cabeza de Buey.
- (17) Pedro Rol, av. 1460, + c. 1488, alcaide Valencia Alcantara.
- (20) Diego Cáceres Ovando, corrégidor Valladolid, ap. 1458, + 1505.
- (60) Rodrigo Ovando, régidor Cáceres, av. 1450, + 1530.
- (70) Francisco Ovando Rico, 1476 Cáceres, + 1534 la Arguijuela, régidor Cáceres.
- (75) Diego González Castejón, av. 1480 Agreda, + 1528 Agreda.
- (A14) Francisco Torres, maréchal de Castille.
- (A15) Teresa Rol Cerda, av. 1488, + 1519 Cáceres.
- (A20) Diego Ovando Cáceres el Mayorazgo, 1489, + 1564 à Cáceres.
- (A65) Gutierre Ovando, av. 1500, + 1554 Cáceres, régidor Cáceres.
- (A68) Alonso Rivera, av. 1540 Cáceres, + 1603 Cáceres, procurador síndico Cáceres.
- (A70) Francisco Ovando Mayorazgo, av. 1506, + 1574, régidor Cáceres.
- (A75) Cristóbal Ovando Mayorazgo, 1506 Cáceres, + 1579 Cáceres.
- (A80) Cosme Ovando, v. 1507 Cáceres, + 1558 Cáceres.
- (A85) Juan González Castejón, av. 1500 Agreda.
- (A86) Isabel Peña Monroy, av. 1524, + 1575 Cáceres.
- (B20) Diego Ovando Cáceres el Regidor, ap. 1509, + 1570 Cáceres, régidor Cáceres.
- (B20b) Francisca Torres, av. 1514 Cáceres, 1572 Cáceres.
- (B22) Pedro Rol Cerda, 1515, + 1580 Aliseda, alférez perpetuo Cáceres.
- (B65) Rodrigo Ovando Cáceres, 1522 Cáceres, + 1584 Cáceres, régidor Cáceres.
- (B70) Francisco Ovando, 1531 Cáceres, + 1598 Cáceres, régidor perpetuo Cáceres.
- (B71) Pedro Rol Ovando, 1533 Cáceres, + 1601 Cáceres, régidor perpetuo Cáceres.
- (B72) Catalina Rivera, 1666 Cáceres, + 1619 Cáceres.
- (B80) Teresa Rol Cerda, 1544 Cáceres, + 1579.
- (B81) Luisa Peña, 1545 Cáceres, + 1615 Cáceres.
- (B85) Pedro García Galarza, av. 1550 Bonilla, + 1603 Coria, obispo Coria.
- (B90) Diego González Castejón, av. 1530 Soria, 1579 Madrid, conseiller Conseil Ordres militaires.
- (B95) Juan Gutierrez Flores, av. 1550 Brozas, alguazil mayor inquisición Lima.
- (B96) Lucía Montenegro, av. 1560, encomendera.
- (C05) Juan Sánchez Herrera, av. 1610 Villanueva de la Serena, régidor Villanueva de la Serena.
- (C20) Diego Ovando Cáceres, 1530 Cáceres, + 1575 Cáceres, régidor Cáceres.
- (C21) Francisco Torres Ovando, 1545 Cáceres, + 1599 Madrid, corrégidor Valladolid.
- (C22) Teresa Torres Ovando, 1534 Cáceres, + 1597 Cáceres.
- (C65) Rodrigo Ovando, 1560 Cáceres, 1618 Cáceres, régidor Cáceres.
- (C72) Pedro Rol Ovando Cerda, 1569 Cáceres, + 1637 Cáceres, régidor Cáceres.
- (C72b) Mariana Galarza, av. 1570, + av. 1600.
- (C73) Antonio Castejón Fonseca, 1576 Madrid, + 1630 Madrid, fiscal Conseil Ordres militaires.

(C74) Diego Castejón Fonseca, marquis Camarena, 1580 Madrid, + 1655, président Conseil Castille.

(C75) Francisco Rivera Ovando, ap. 1583 Caceres, + 1647 Caceres.

(C76) Alonso Rivera Ovando, 1587 Caceres, + 1652 Caceres.

(C77) Leonor Rivera Ovando, 1590 Caceres, + av. 1614.

(C78) Pedro Rivera Ovando, 1596 Caceres, + 1659 Caceres, chanoine Coria.

(C80) Bernardino Carvajal Sande, av. 1600, + ap. 1637 Caceres.

(C85) Pedro Alfonso Flores Montenegro, I vicomte Peñaparda, 1587 Lima, + 1664, corrégidor Valladolid.

(D05) Juan Sánchez Herrera, av. 1630, + av. 1697.

(D06) Catalina Sánchez Herrera, 1627 Villanueva de la Serena, + 1698 Caceres.

(D20) Diego Antonio Ovando Torres, 1582 Caceres, + 1660 Caceres, régidor Caceres.

(D21) Juan Antonio Ovando, 1586 Caceres, + 1615 Caceres.

(D50) Clara Rivera Caceres, + 1687.

(D65) Gutierre Ovando Cárdenas, 1584 Caceres, + 1629 Madrid, gouverneur Alcantara.

(D67) Pedro José Ovando Cárdenas, 1601 Caceres, + 1645 Caceres, régidor Caceres.

(D70) Fulgencio Pedro Ovando Rol, 1592 Caceres, + av. 1611.

(D71) García Galarza Ovando, 1595 Caceres, + av. 1611 Caceres.

(D74) José Castejón Mendoza, II marquis Camarena, av. 1610 Martos, + 1667 Madrid, gentilhomme de la Chambre.

(D75) Francisco Antonio Ovando Rol Cerda, 1597 Caceres, + 1669 Caceres, régidor Caceres.

(D75b) Mariana Galarza.

(D76) Micaela Castejón Mendoza, av. 1610, + 1640 Caceres.

(D77) Lucía Josefa Flores Montenegro, II vicomtesse Peñaparda, 1608 Caceres, + 1683 Caceres.

(D79) Juan Carvajal Perero, I comte Quinta Enjarada, 1621 Caceres, + ap. 1704 Caceres, régidor Caceres.

(D80) María Jacinta Carvajal Sande, 1633 Santiago, + 1669 Caceres.

(E20) Diego Antonio Ovando Caceres, 1610, + 1671, régidor de Caceres et Villanueva de la Serena, corregidor de Alcal la Real..

(E30) Bernardino Carvajal Vivero, II comte Quinta Enjarada, 1668 Caceres, + ap. 1725 Caceres.

(E31) Mariana Carvajal Vivero, comte Fuensaldaña, av. 1682 Caceres, + 1736.

(E32) Teresa Antonia Carvajal Vivero, 1682 Caceres, + 1739 Caceres.

(E50) Pedro Francisco Ovando Rol Cerda Castejón, III marquis Camarena, 1630 Caceres, + 1701 Caceres.

(E51) Diego Francisco Castejón Ovando, 1639 Caceres, + 1679 Caceres, régidor Caceres.

(E52) Francisco Antonio Ovando Rol, 1640 Caceres, + 1679 Caceres, régidor Caceres.

(E60) Juan Ovando Flores, 1638 Caceres, + 1692 Salamanque, corrégidor Zamora.

(E70) Pedro José Ovando Solis Flores, 1642 Caceres, + 1705 Caceres, III vicomte Peñaparda, régidor Caceres.

(E75) Rodrigo Alfonso Ovando Flores, 1637 Caceres, + 1697 Caceres, gouverneur Villanueva Serena.

(F20) Juan Antonio Ovando Caceres, 1663 Caceres, + 1709 Caceres, régidor Caceres.

(F48) María Teresa González Castejón Peralta Velasco, XI comte Santisteban de Lerín.

(F49) María Rol de la Cerda, av. 1733.

(F50) Vicente Francisco Ovando Rol Cerda, I marquis Camarena la Real, 1700 Caceres, + 1781 Madrid, capitaine général Estrémadure.

(F60) Francisco Antonio Ovando Rol Castejón, 1676 Caceres, + 1733 Caceres.

(F61) Diego Antonio Castejón, 1680 Caceres, + 1760 Caceres.

(F70) Pedro José Ovando Solis Rivera, 1678 Caceres, + 1718 Caceres, régidor Caceres.

(F75) Francisco Diego Ovando Solis Rivera, VI vicomte Peñaparda Flores, 1681 Caceres, + 1762 Caceres, régidor Caceres.

(G20) Diego Antonio Ovando Caceres, II marquis del Reino, 1691 Caceres, 1743 Caceres, régidor Caceres.

(G21) Alonso Nicolás Ovando Solis, I marquis del Reino, 1692 Caceres, + 1743 Bologne, brigadier.

(G60) Francisco Antonio Rol Ovando Carvajal, 1710 Caceres, + 1756 Caceres.

(G61) Juan Antonio Ovando Carvajal, 1714 Caceres, + 1773 Caceres.

(G70) Diego Antonio Ovando Ulloa, 1704 Caceres, + 1773 Caceres, corrégidor Ubeda.

(G73) Cayetano Ovando Ulloa, 1710 Caceres, + 1758 Caceres.

(G75) Pedro Nicolás Ovando Rivera, 1707 Caceres, + 1731 Caceres.

(G76) María Antonia Ovando Ulloa, 1706 Santa Cruz de la Sierra, + Valladolid 1766.

(G77) Miguel Medina Contreras, I comte Medina Contreras, 1668 Oudenarde, + 1743 Valladolid, intendente.

(H20) Juan Agustín Ovando Caceres Torres, III marquis del Reino, 1730 Caceres, + 1796 Caceres, régidor Villanueva Serena.

(H21) María Carmen Aguilar Loaysa, 1739 Caceres, + 1765 Caceres, III comte Encinas.

(H22) Francisca Antonia Ovando Vargas, 1731 Caceres, + 1800 Caceres.

(H63) Manuel María Aponte Topete, V marquis Torreorgaz, 1759 Cáceres, 1810 Cáceres.
(H64) Vicenta Ovando Ovando, 1760 Alcántara, + 1805 Cáceres.
(H65) Vicente Ovando Rol Cerda, 1767 Badajoz, + 1810 Alicante, II marquis Camarena Real.
(H69) María Cayetana Ovando Calderón, vicomte Peñaparda Flores, 1736 Cáceres, + 1802 Cáceres.
(H70) Joaquín María Ovando Calderón, 1741 Cáceres, + 1811 Madrid, député des millions.
(H80) Joaquina María Medina Ovando, av. 1730, + av. 1773.
(H81) Joaquín Medina Ovando, av. 1730, + av. 1743.
(I19) Leonor Ovando Vera, 1763 Cáceres, + 1829 Cáceres.
(I20) Diego María Ovando Cáceres Torres, IV comte Encinas, 1755 Cáceres, + 1808.
(I60) Francisco Antonio Ovando Vargas, 1750 Cáceres, + 1788 Cáceres.
(I61) María Josefa Ovando Carvajal Castejón, V marquis Camarena, 1751 Cáceres, + 1775 Brozas.
(I62) Antonio Vicente Arce Porres, 1743 Brozas, + 1816 Madrid, conseiller Conseil de la Guerre.
(I63) María Sinforosa Ovando Ovando, 1754 Cáceres, + 1774 Cáceres.
(I65) Vicente Aponte Ovando, VI marquis Torreorgaz, 1799 Cáceres, + 1823 Cáceres, régidor Alcántara.
(I70) Joaquín Ovando Calderón Rivera, 1764 Cáceres, + 1813 Cáceres, colonel infanterie.
(I80) Francisco de Paula Carantona Medina Ovando, av. 1764 Noya, + 1806 Brozas, IV comte Medina Torres.
(I81) Joaquín María Carantona Medina, av. 1764 Valladolid, + 1818, V comte Medina Torres.
(J60) Antonio María Arce Ovando, VI marquis Camarena Vieja, 1775 Cáceres, 1832 Cáceres, maréchal de camp.
(J70) Manuel Aponte Ortega Montañes, 1821 Cáceres, + 1864 Madrid.
(J75) Jose María Ovando Porres, 1810 Cáceres, + 1858 Cáceres, lieutenant alcalde Cáceres.
(J80) Fernando Carantona Iriberry, 1817 La Coruña, + 1867 Santiago, VI comte Medina Torres.
(W05) Juan Antonio Ovando Cáceres, 1663 Cáceres, + 1709 Cáceres, régidor Cáceres.
(W10) Juan Goyeneche Gastón, 1656 Arizcun, + 1735 Nuevo Baztán, traitant.
(W11) Francisca Balanza Ambrona, 1667 Madrid.
(W12) Francisco Balanza Ambrona, av. 1670, lieutenant général.
(X01) Catalina Ovando Solis, née 1683 Cáceres, + 1721 Cáceres, religieuse hiéronymite.
(X02) Juana María Aldana Chaves, 1685 Cáceres, + 1749 Cáceres.
(X03) Gregorio Mayoralgo Chaves, 1674 Cáceres, + 1749 Cáceres.
(X04) Monica Ovando Solis, 1686 Cáceres, + 1763 Cáceres, prieure hiéronymite.
(X05) Cándida Ovando Solis, 1668 Cáceres, + 1708 Madrid.
(X06) Antonio Sanguineto Zaya, I marquis San Antonio, 1665 Toledo, + 1712 Lugo, corrégidor Madrid.
(X07) Josefa Ines Vargas Mesía Flores, 1697 Cáceres, + 1777 Cáceres.
(X08) Frey Juan Ovando Solis, 1693 Cáceres, + 1742 Brozas, curé de Brozas.
(X09) María Micaela Ovando Solis, 1695 Cáceres, + av. 1738.
(X10) Francisco Javier Goyeneche Balanza, I marquis de Belzunce, 1690 Madrid, + 1748 Nuevo Baztan, trésorier de la reine.
(X11) Francisco Miguel Goyeneche Balanza, I comte Saceda, 1705 Madrid, + 1762 Madrid, trésorier de la reine.
(X12) Frey José Ovando Solis, 1699 Cáceres, + 1764 Cáceres, religieux de l'ordre d'Alcantara.
(X13) Francisca Ignacia Ovando Solis, 1699 Cáceres, + 1764 Cáceres, religieuse de San Pablo de Cáceres.
(X14) Paula Ovando Solis, 1701 Cáceres, + 1764 Cáceres, abbesse couvent San Pablo de Cáceres.
(X15) Pedro Javier Ovando Solis, 1702 Cáceres, + 1730 Sevilla, second lieutenant gardes espagnoles.
(X16) Teresa Ovando Solis, 1705 Cáceres, + 1741 Cáceres, religieuse San Pablo Cáceres.
(X17) Fernando Ovando Solis, 1708 Cáceres, + av. 1720.
(X18) Gabriel Ignacio Aguilar Arévalo Zuazo, II comte Encinas, av. 1707 Ségovie, régidor Plasencia, commissaire des millions.
(Y01) Juana María Mayoralgo Ovando Ardana Chaves, 1710 Cáceres, + 1734 Cáceres.
(Y02) Diego Antonio Ovando Tovar Infantas, 1702 Baena, + 1765 Cáceres, régidor Cáceres.
(Y03) Pablo Agapito Mayoralgo Ovando Aldana Chaves, 1713 Cáceres, + 1771 Cáceres.
(Y04) Ana Mayoralgo Ovando Aldana Chaves, 1720 Cáceres, + 1763 Cáceres.
(Y05) Catalina Sanguineto Ovando, II marquis San Antonio, 1706 Madrid, + 1754 Guadalcanal.
(Y06) Alonso Ortega Ponce de León, 1688 Llerena, corrégidor Avila.
(Z01) Gabriel Ignacio Ovando Aguilar, 1756 Cáceres, + av. 1795, lieutenant cavalerie.
(Z02) Ana María Castelli Peia, 1771 Benavente (Italie).
(Z03) Juan Bautista Pini, av. 1750 Parme (Italie), directeur général de la Loterie.
(Z10) Francisco Antonio Ovando Vargas, 1750 Cáceres, + 1788 Cáceres, commandant garde royale.
(Z11) María Teresa Ovando Vargas, 1751 Cáceres, + 1775 Cáceres.
(Z13) María Manuela Ovando Ovando, 1753 Cáceres, 1759 Cáceres.

- (Z14) María Sinforosa Ovando Ovando, 1754 Caceres, + 1774 Caceres.
(Z15) Antonio María Ovando Ovando, 1756 Caceres, + 1759 Caceres.
(Z20) Manuel Francisco Tovar Ovando Mayoralgo, 1728 Caceres, + av. 1765 Ciudad Real.
(Z21) María Antonia Muñoz Vera, av. 1730 Ciudad Real.
(Z22) Juan Crisóstomo Ovando Mayoralgo, ap. 1731 Caceres, +1797 Madrid, lieutenant général marine.
(Z23) Catalina Sierra Sierra, 1765 Barcelone, + 1833 Madrid, Guarda mayor du palais.
(Z24) Antonio Ovando Mayoralgo, 1732 Caceres.
(Z25) Diego Antonio Ovando Mayoralgo, 1732 Caceres, + av. 1765.
(Z70) Juan Ovando Sierra, av. 1775, + 1825 Madrid, majordome du roi.
(Z71) María Teresa Ovando, av. 1780, + 1804 Madrid, chambrière de la reine.